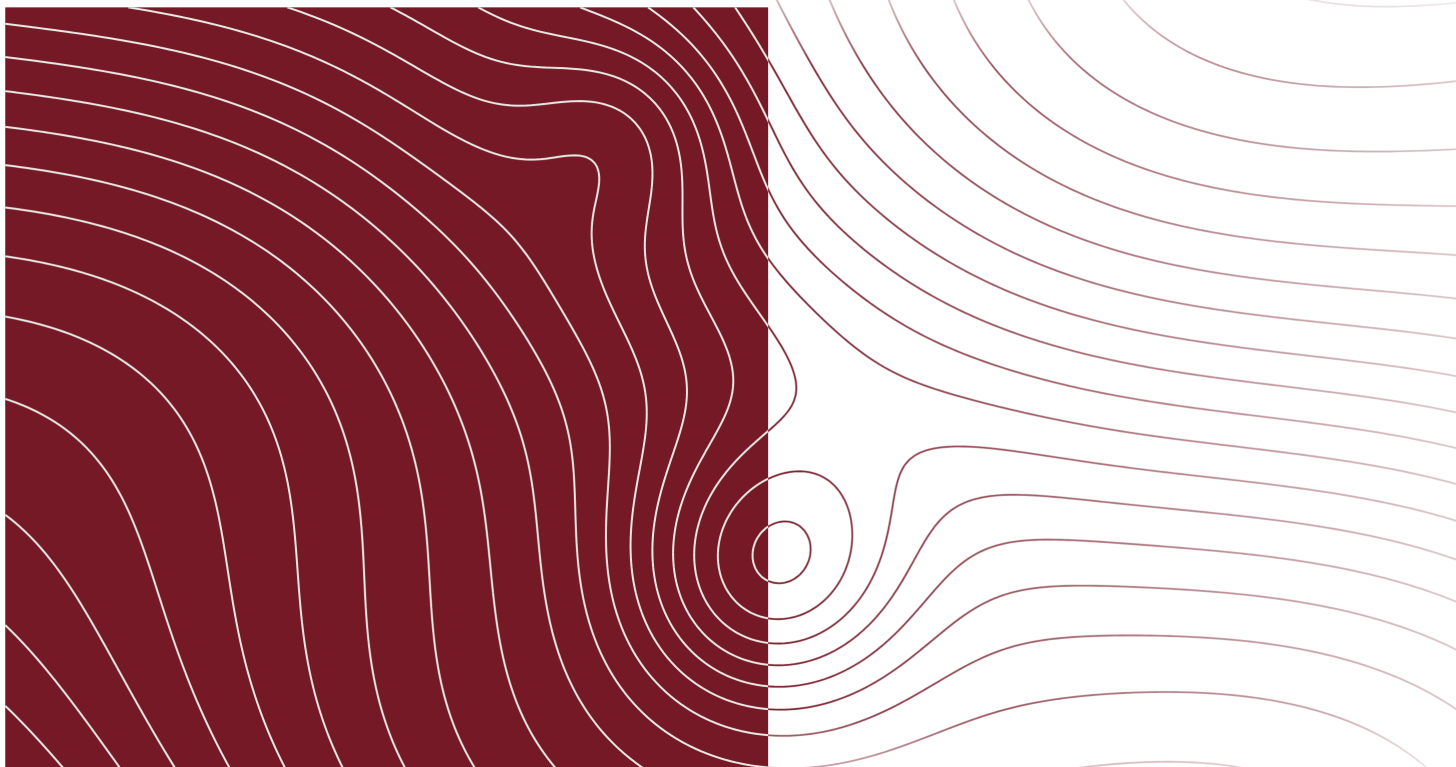




— DETTE PUBLIQUE · AUDIT 2025

Où va la dette du Gabon d'ici 2030

En partant du chiffre de l'audit, nous simulons la dette jusqu'en 2030 sous plusieurs hypothèses, et nous montrons ce qui pèse le plus sur sa trajectoire.

AUTEURS

Hodologic Research

DATE

21 octobre 2026

LANGUE

Français

Statut. Sources arrêtées au 21 octobre 2026. Le rapport d'audit ne fait pas partie de nos sources. Le texte distingue ce qui est publié, ce que nous calculons et ce que nous supposons. Les trajectoires sont des simulations sous hypothèses, pas des prévisions.

Résumé

Selon l'audit publié en septembre 2026, l'État devait 9 524,6 milliards de FCFA à la fin de 2025, soit 68,9 % du PIB. Nous partons de ce chiffre et simulons la dette jusqu'en 2030, 20 000 fois, en faisant varier la croissance, les prix, le pétrole, les taux et le dollar. Dans tous les scénarios testés, la dette remonte. Avec une aide à taux réduit et un effort budgétaire à partir de 2028, elle atteindrait 92 % du PIB en 2030. Sans aide ni effort, elle atteindrait 101 %. Dans le modèle, ce qui sépare le plus les scénarios est l'effort budgétaire, à condition qu'il freine peu la croissance. Rejouée sur 14 éditions passées des prévisions du FMI, notre méthode a pourtant sous-estimé la dette, de 35 points de PIB à cinq ans, surtout parce que de la dette est apparue en dehors du déficit. Si cela continuait au rythme passé, la dette atteindrait 113 % du PIB en 2030 malgré l'aide et l'effort. Les intérêts payés seraient presque multipliés par deux. Ces chiffres dépendent de nos hypothèses. Ce ne sont pas des prévisions, et ils ne mesurent pas l'effet d'un programme du FMI.

Table des matières

1	L'essentiel	3
2	Pour la décision	4
3	Le point de départ : la dette de fin 2025	5
4	Comment nous simulons la dette	6
5	La dette année par année	8
6	Ce qui change le plus la trajectoire	10
7	Le poids des intérêts	12
8	Le besoin de financement	14
9	Ce que disent les prévisions passées	15
10	La dette qui apparaît hors du déficit	16
11	Limites	18
12	Conclusion	18
A	Méthode détaillée	19
B	Les chiffres de fin 2025 en détail	23
C	Résultats selon le chiffre de départ	26
D	Chiffres qui reposent sur un seul article de presse	28
E	Reproduction	29

1. L'essentiel

La question. La dette du Gabon est annoncée à 68,9 % du PIB à la fin de 2025, juste sous le plafond de 70 % fixé par la CEMAC. Que devient-elle d'ici 2030, et qu'est-ce qui change le plus sa trajectoire ?

1. **La dette remonte dans tous les scénarios.** Elle passerait de 68,9 % du PIB fin 2025 à 74 % fin 2026 et 79 % fin 2027. En 2030, elle atteindrait 92 % avec une aide et un effort budgétaire, et 101 % sans eux.
2. **Le plafond de la CEMAC serait dépassé dès 2026 dans la plupart des cas.** Chaque année, entre 73 et 77 % des trajectoires simulées dépassent 70 % du PIB, même avec l'aide et l'effort.
3. **L'effort budgétaire est le levier le plus fort, s'il freine peu la croissance.** Améliorer le solde du budget de 1 point de PIB par an à partir de 2028 réduit la dette de 2030 de 6,3 points. Une aide à taux réduit ne la réduit que de 3,0 points. Mais si l'effort ralentit la croissance, avec un multiplicateur de 1, son effet tombe à 3,1 points, autant que l'aide et la baisse des taux.
4. **La dette apparue hors du déficit pourrait peser plus que l'effort.** Dans le passé, 4 à 7 points de PIB de dette sont apparus chaque année sans passer par le déficit. Si cela continuait à la moitié de ce rythme, la dette de 2030 serait plus haute de 10 points. Au rythme passé, elle atteindrait 113 % du PIB.
5. **Les paiements en retard dépassent ceux du bulletin, et ils augmentent.** Une circulaire du gouvernement, citée par Reuters, compte 1 094,6 milliards de retards fin 2025 et 1 198,8 milliards fin juin 2026. Si la part qui dépasse les 459,5 milliards du bulletin n'est pas dans le chiffre de l'audit, la dette de fin 2025 passe à 71,4 à 73,5 % du PIB, au-dessus du plafond. Celle de 2030 serait plus haute de 3,7 à 5,6 points, et de 11,2 points si les retards continuaient d'augmenter au même rythme.
6. **Notre méthode a sous-estimé la dette dans le passé.** Rejouée sur 14 éditions des prévisions du FMI, avec les seules données connues à chaque date, elle sous-estime la dette de 21 points de PIB à trois ans et de 35 points à cinq ans. Presque tout l'écart vient de la dette apparue hors du déficit. En la prenant en compte, l'erreur est divisée par deux.
7. **Le financement est le point fragile.** Chaque année, l'État doit emprunter environ 20 % du PIB pour rembourser ce qui arrive à échéance et couvrir le déficit. Si le marché extérieur se fermait en 2028 et 2029, il faudrait accumuler 2 538 à 4 280 milliards de paiements en retard.
8. **Les intérêts presque doublés.** Ils passeraient de 487,6 milliards en 2026 à 926 milliards en 2030 avec l'aide et l'effort, et à 1 187 milliards sans eux.
9. **Le chiffre de départ change le niveau, pas la hausse.** Que l'on parte du bulletin de la dette, du chiffre de l'audit ou de l'estimation d'avant l'audit, la dette monte de 22 à 26 points de PIB d'ici 2030.
10. **L'incertitude est très grande.** En 2030, avec l'aide et l'effort, huit trajectoires sur dix se situent entre 50 et 150 % du PIB. Le pétrole et la croissance en sont la cause principale.

2. Pour la décision

Pour la décision. Préparer le budget 2027 en supposant que la dette remonte. Un effort budgétaire durable freine cette hausse, d'autant plus qu'il pèse peu sur la croissance. Il ne suffit pas si de la dette continue d'apparaître hors du déficit, comme par le passé. Avant de compter sur une marge sous le plafond de la CEMAC, demander un tableau qui relie le chiffre de l'audit à celui du bulletin de la dette et aux paiements en retard, puis, chaque année, un tableau qui explique l'écart entre le déficit et la hausse de la dette. Préparer aussi le financement : l'État doit emprunter environ 20 % du PIB chaque année.

Qui doit agir. Le ministère de l'Économie et des Finances prépare le financement de 2027 et fixe le rythme de l'effort budgétaire. Le Parlement examine le budget 2027, qui compte sur 600 milliards d'aide. Les services du FMI poursuivent leur examen de la dette. Leur communiqué du 26 septembre parle d'échanges qui pourraient préparer des discussions sur un programme. Il n'annonce ni accord, ni validation du chiffre de l'audit [1]. Selon une circulaire du gouvernement citée par Reuters, les conclusions de l'audit restent soumises à l'examen du FMI et pourraient être révisées [22].

Tableau 1. Ce que chaque choix change pour la dette de 2030, d'après les simulations.

Choix	Ce que cela demande	Effet sur la dette de 2030
Améliorer le solde du budget dès 2028	1 point de PIB par an, jusqu'à +1,5 % du PIB	6,3 points de moins, ou 3,1 si l'effort freine la croissance (multiplicateur de 1)
Obtenir une aide à taux réduit	600 milliards par an de 2027 à 2029, à 3,5 %	3,0 points de moins
Limiter l'aide à 2027	Une seule année d'aide	0,6 point de plus que l'aide sur trois ans
Payer les factures en retard en deux ans	29 milliards d'intérêts en plus sur cinq ans	0,2 point de plus
Arrêter les nouveaux retards de paiement	Payer à l'échéance, et publier le détail des retards	Évite 5,6 points de plus si les retards de la circulaire continuaient d'augmenter
Arrêter l'apparition de dette hors du déficit	Relier chaque année le déficit à la hausse de la dette, et expliquer l'écart	Évite 10 à 21 points de plus (moitié ou totalité du rythme passé)

Ce qu'il faut garder en tête. Ces écarts viennent du modèle. L'aide après 2027, son taux et l'effort budgétaire sont nos hypothèses, pas des engagements connus. L'effet de l'effort sur la croissance n'est pas mesurable pour le Gabon : nous le testons à part (section 6). Les coûts sociaux ne sont pas chiffrés. Le chiffre de départ lui-même n'est connu que par la presse, et son contenu n'est pas détaillé.

3. Le point de départ : la dette de fin 2025

À retenir. Nous partons du chiffre de l'audit, 9 524,6 milliards, soit 68,9 % du PIB. Trois chiffres circulent pour la même date, et le contenu de celui de l'audit n'est pas détaillé. Avec le nouveau PIB, la dette est juste sous le plafond : 151 milliards de marge.

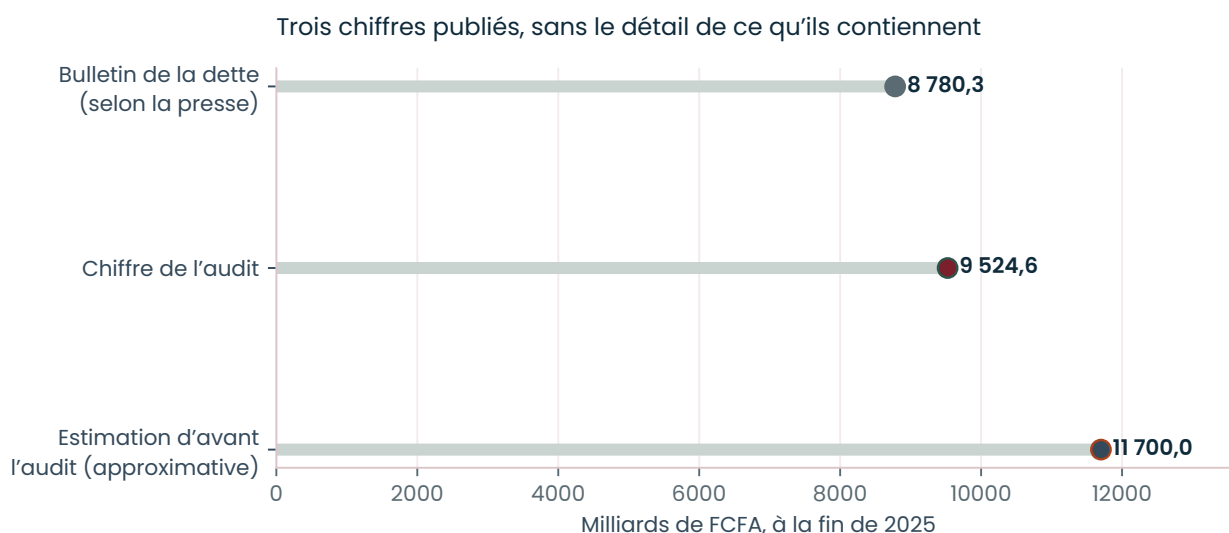


Figure 1. Les trois chiffres publiés pour la fin de 2025. On peut calculer les écarts entre eux. On ne sait pas encore ce qu'ils contiennent.

Trois chiffres pour la même dette. Selon la presse, le bulletin de la Direction générale de la dette donnait 8 780,3 milliards. Il ne compte que les emprunts. L'audit donne 9 524,6 milliards, parce qu'il compte aussi d'autres sommes que l'État doit payer. Avant l'audit, on parlait d'environ 11 700 milliards [2, 3, 4, 6, 7].

Ce qu'on ne sait pas. Le bulletin cite 459,5 milliards de paiements en retard, mais on ne sait pas s'ils sont déjà dans son total. Une partie de l'écart entre le bulletin et l'audit reste donc de nature inconnue : entre 284,8 et 744,3 milliards. Quant aux 2 175,4 milliards retirés par l'audit, les documents disponibles ne disent pas ce qui a été corrigé. Plusieurs articles donnent ces montants, mais tous reprennent le même communiqué. Ils ne se confirment pas les uns les autres.

Des retards plus élevés que ceux du bulletin. Selon une circulaire du gouvernement citée par Reuters, les paiements en retard sur la dette atteignaient 1 094,6 milliards fin 2025, puis 1 198,8 milliards fin juin 2026 [21]. Ils ont donc augmenté de 104,2 milliards en six mois (9,5 %). 437,3 milliards sont dus à l'étranger, dont 176,7 milliards à China Exim Bank. Le reste, environ 761,5 milliards, est dû dans le pays. C'est beaucoup plus que les 459,5 milliards du bulletin, alors que l'écart entre le bulletin et l'audit n'est que de 744,3 milliards. Si ces retards ne sont pas déjà dans le bulletin, au moins 350 milliards ne peuvent pas tenir dans le chiffre de l'audit, et jusqu'à 635 milliards. La dette de fin 2025 serait alors de 71,4 à 73,5 % du PIB,

au-dessus du plafond. Ces chiffres viennent d'un seul article, qui cite un document non publié. Nous les traitons comme des variantes, pas comme le point de départ.

La baisse vient de la dette, pas du PIB. Le chiffre d'avant l'audit (84,6 %) et celui de l'audit (68,9 %) sont calculés sur le même PIB de 13 822 milliards. La baisse vient donc de la correction de la dette. L'écart avec les prévisions du FMI ou de la Banque mondiale dépend, lui, du PIB que chacun a utilisé. L'annexe B détaille ces comparaisons.

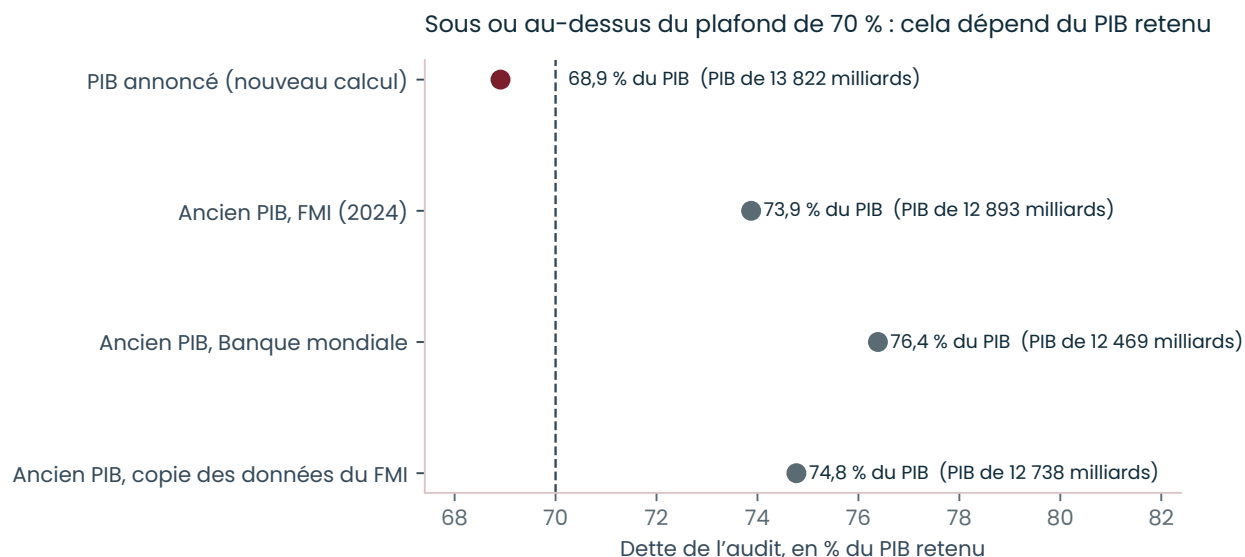


Figure 2. La même dette de l'audit, rapportée à chaque estimation du PIB de 2025.

Une marge très mince sous le plafond. Il suffirait que le PIB annoncé soit revu à la baisse de 1,56 % pour que la dette atteigne 70 % du PIB. Avec les estimations de l'ancien PIB, la même dette vaut entre 73,9 et 76,4 %. Cette marge n'est ni une autorisation d'emprunter, ni de l'argent disponible. Elle montre surtout que la dette partira de très près du plafond.

4. Comment nous simulons la dette

À retenir. Chaque année, la dette augmente du déficit et des factures en retard payées par emprunt, et varie avec le dollar. Le PIB varie avec la croissance, les prix et le pétrole. Nous tirons ces variations au hasard 20 000 fois, à partir du budget 2026 et du projet de budget 2027.

Le principe. Nous partons du chiffre de l'audit et faisons évoluer la dette année par année jusqu'en 2030. Une partie de la dette est remboursée chaque année et réempruntée au taux du moment. Le pétrole pèse à la fois sur le PIB et sur les recettes de l'État. Ces grandeurs ne sont pas connues d'avance. Nous les tirons donc au hasard 20 000 fois, selon leurs variations passées. Le texte donne la valeur du milieu (la médiane). Les tableaux donnent aussi la fourchette qui contient huit trajectoires sur dix. Les équations et les paramètres sont en annexe A.

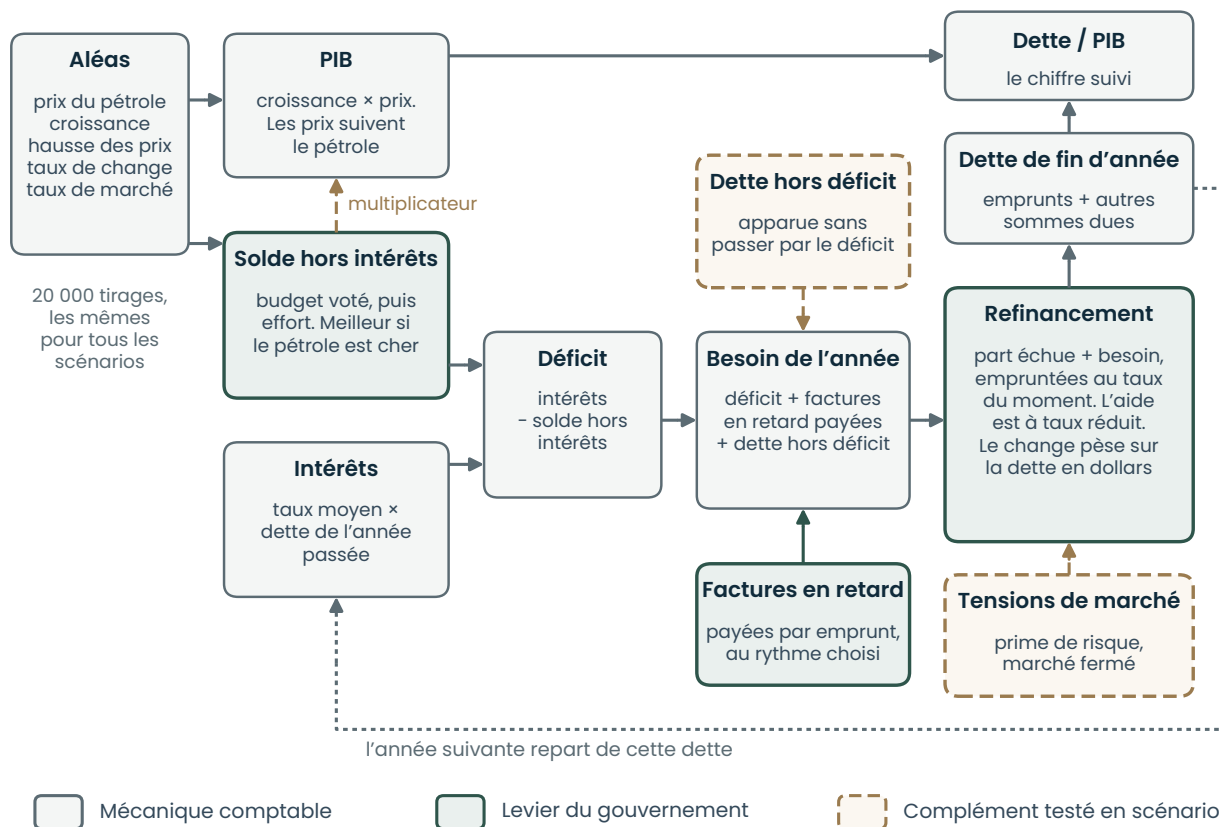


Figure 3. Ce qui se passe chaque année dans une trajectoire simulée. Les aléas changent le PIB, le solde et le taux des nouveaux emprunts. Le déficit et les autres dépenses forment le besoin de l'année, qui est emprunté avec la part de la dette arrivée à échéance. La dette de fin d'année sert de départ l'année suivante. En vert, les leviers du gouvernement. En pointillés, les compléments testés comme scénarios (sections 6 à 10). Les équations sont en annexe A.

Le scénario sans aide ni effort. Le solde budgétaire hors intérêts suit le projet de budget 2027, puis reste constant par rapport au PIB. L'État emprunte au prix du marché. Nous déduisons le déficit de 2026 des emprunts prévus, moins les remboursements. Pour 2027, nous retirons aussi le paiement des factures en retard annoncé.

Le scénario avec aide et effort. L'État reçoit 600 milliards d'aide par an de 2027 à 2029, à 3,5 % d'intérêt. Il emprunte 1,5 point moins cher sur les marchés. Il améliore son solde hors intérêts de 1 point de PIB par an à partir de 2028, jusqu'à +1,5 % du PIB. Seul le montant de l'aide pour 2027 figure dans un document. Le reste, ce sont nos choix. Ce scénario ne décrit ni un programme négocié avec le FMI, ni une prévision validée par lui.

Les variantes. Cinq variantes changent une seule hypothèse par rapport au scénario avec aide et effort. La première garde l'aide sans effort budgétaire. La deuxième limite l'aide à 2027. La troisième paie les factures en retard en deux ans au lieu de 142,9 milliards par an. La quatrième suppose que ces retards sont déjà comptés dans le bulletin. La cinquième ajoute chaque année 1 point de PIB de dettes nouvellement reconnues. Trois autres ajoutent les retards de la circulaire d'octobre (section 3). Elles placent 350 ou 635 milliards hors du chiffre de l'audit, et ajoutent 208 milliards de nouveaux retards en 2026, ou chaque année jusqu'en 2030. Tous les scénarios utilisent les mêmes 20 000 tirages, avec un point de départ fixe du générateur aléatoire (20261017). Les écarts entre eux viennent donc seulement des hypothèses.

Ce que le modèle de base suppose. L'effort budgétaire n'a pas d'effet sur la croissance. L'État trouve toujours des prêteurs. Aucune dette n'apparaît hors du déficit, sauf dans la variante qui la teste. Les sections 6 à 10 lèvent ces hypothèses une à une, sous forme de scénarios. Les coûts sociaux ne sont pas chiffrés, et le modèle ne prévoit pas de défaut.

5. La dette année par année

À retenir. La dette monterait d'environ 4,6 points de PIB par an avec l'aide et l'effort, et 6,4 points sans eux. Les deux scénarios ne se séparent qu'à partir de 2028, quand l'effort commence.

2026 et 2027 sont presque joués. Avec le déficit prévu par la loi de finances rectificative, la dette atteindrait 74 % du PIB fin 2026. Elle serait de 79 % fin 2027 dans les deux scénarios, car l'effort budgétaire ne commence qu'en 2028.

Les trajectoires se séparent ensuite. En 2028, la dette serait de 84 % avec l'aide et l'effort, contre 85 % sans eux. En 2030, l'écart atteint 9,3 points : 92 % contre 101 %. Au total, la dette monterait de 23 points de PIB en cinq ans avec l'aide et l'effort, et de 32 points sans eux.

Le plafond serait dépassé dans la plupart des trajectoires. Dès 2026, environ trois trajectoires sur quatre dépassent 70 % du PIB. Cette part reste à peu près la même jusqu'en 2030 avec l'aide et l'effort. Elle monte sans eux. Ce sont des proportions de trajectoires simulées, pas des risques de défaut de paiement.

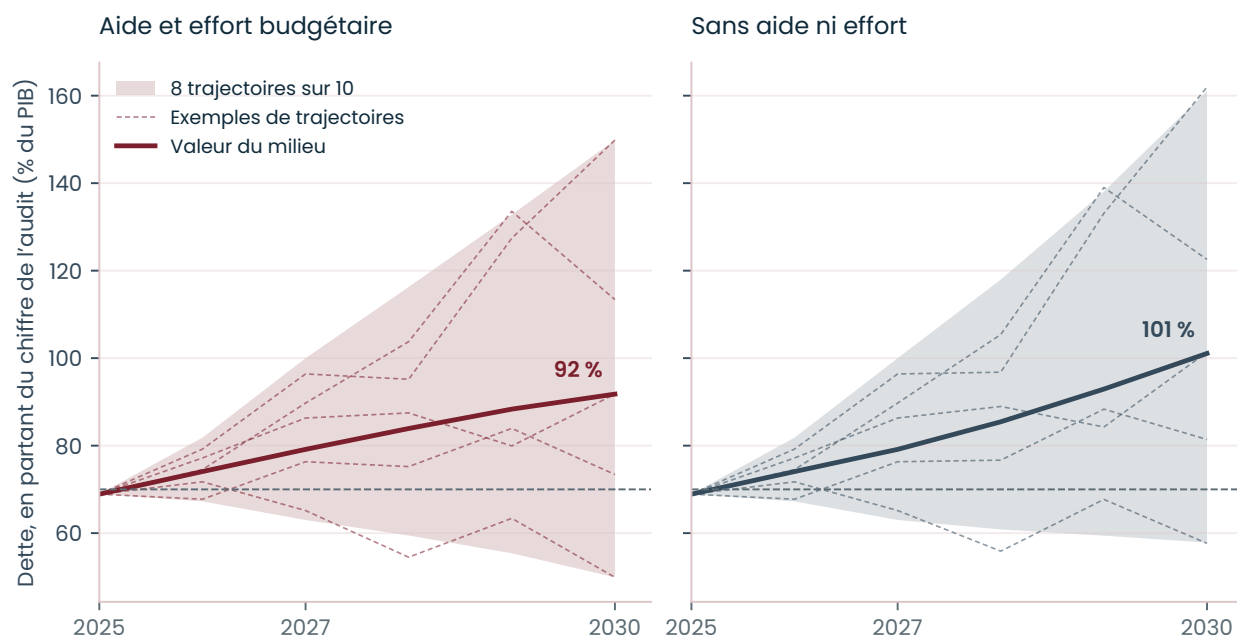


Figure 4. Dette simulée en partant du chiffre de l’audit. La zone colorée contient huit trajectoires sur dix. Les pointillés sont cinq trajectoires simulées, du bas au haut de la zone en 2030, avec les mêmes aléas dans les deux panneaux. Chacune est un avenir possible, avec ses bonnes et ses mauvaises années. Elle ne couvre que les aléas simulés, pas toutes les incertitudes sur les données ou la politique suivie.

Tableau 2. Dette en % du PIB, en partant du chiffre de l’audit : valeur du milieu et, entre parenthèses, fourchette de huit trajectoires sur dix. «Au-dessus du plafond» : part des trajectoires qui dépassent 70 % du PIB.

Année	Aide et effort budgétaire		Sans aide ni effort	
	Dette	Au-dessus du plafond	Dette	Au-dessus du plafond
2025	69	–	69	–
2026	74 (67 à 82)	77 %	74 (67 à 82)	77 %
2027	79 (63 à 100)	76 %	79 (63 à 100)	76 %
2028	84 (59 à 116)	76 %	85 (61 à 118)	78 %
2029	88 (55 à 133)	75 %	93 (59 à 138)	80 %
2030	92 (50 à 150)	73 %	101 (58 à 161)	81 %

L'incertitude grandit avec le temps. En 2026, huit trajectoires sur dix se situent entre 67 et 82 % du PIB. En 2030, avec l'aide et l'effort, elles vont de 50 à 150 %. Cette fourchette reflète surtout les fortes variations passées du pétrole et du PIB du Gabon.

6. Ce qui change le plus la trajectoire

À retenir. Dans le modèle de base, l'effort budgétaire pèse le plus sur la dette de 2030 (6,3 points), devant de nouvelles dettes (4,5 points) et le coût de l'aide (3,0 points). S'il ralentit la croissance, son effet d'ici 2030 diminue, jusqu'à égaler celui de l'aide. La durée de l'aide et le rythme de paiement des factures en retard comptent peu.

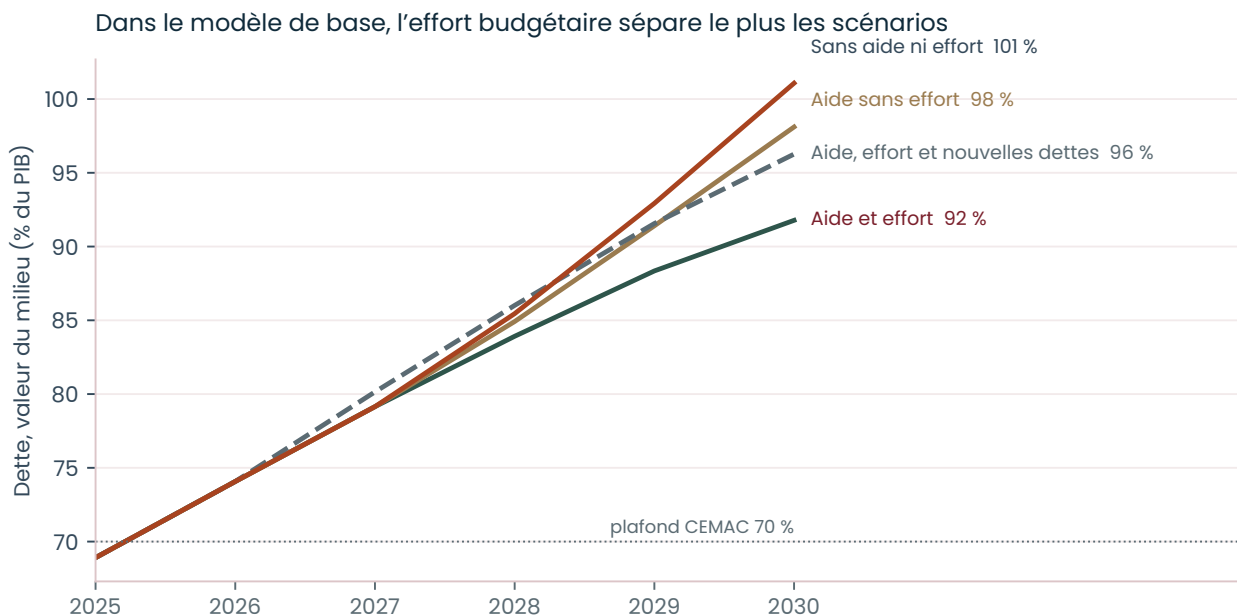


Figure 5. Valeur du milieu de la dette simulée selon quatre scénarios, en partant du chiffre de l'audit.

L'effort budgétaire. Sans effort, mais avec l'aide, la dette atteindrait 98 % en 2030. L'effort budgétaire la réduit donc de 6,3 points. C'est le levier le plus fort du modèle de base, qui suppose que l'effort ne ralentit pas la croissance.

Si l'effort ralentit la croissance. Une hausse d'impôts ou une baisse de dépenses réduit la demande, donc la croissance, au moins pour un temps. Le multiplicateur mesure cet effet : avec un multiplicateur de 1, un effort de 1 point de PIB réduit le PIB de 1 %. Un PIB plus bas réduit aussi les recettes hors pétrole, qui font environ 16 % du PIB. Aucune estimation n'existe pour le Gabon : nous testons donc plusieurs valeurs (tableau 4). Avec un multiplicateur de 1 et sans reprise avant 2030, l'effort ne réduit plus la dette de 2030 que de 3,1 points, autant que l'aide et la baisse des taux (3,0 points). Avec un multiplicateur de 1,5, l'aide pèse plus que l'effort. L'effort reste utile : la première année, il fait baisser le ratio tant que le multiplicateur de cette année reste sous 1,05 environ, et son effet grandit quand la croissance revient.

Tableau 3. Dette en 2030 selon le scénario, en partant du chiffre de l’audit : valeur du milieu (fourchette de huit trajectoires sur dix), part des trajectoires au-dessus du plafond, et écart avec le scénario de référence, à aléas identiques.

Scénario	Dette en 2030 (% du PIB)	Au-dessus du plafond	Écart (points)
Aide et effort budgétaire (référence)	92 (50 à 150)	73 %	–
Aide limitée à 2027	92 (50 à 151)	74 %	+0,6
Aide, effort et retards payés en deux ans	92 (50 à 150)	74 %	+0,2
Retards déjà comptés dans le bulletin	91 (50 à 149)	73 %	-0,5
Nouvelles dettes reconnues : +1 point de PIB par an	96 (54 à 155)	78 %	+4,5
Aide sans effort budgétaire	98 (56 à 157)	79 %	+6,3
Sans aide ni effort	101 (58 à 161)	81 %	+9,3

Tableau 4. Baisse de la dette de 2030 due à l’effort budgétaire, en points de PIB, selon le multiplicateur supposé. Le multiplicateur de 0 est le modèle de base.

Multiplicateur	0,0	0,3	0,7	1,0	1,5
Sans reprise avant 2030	6,3	5,3	4,1	3,1	1,5
La moitié de la perte se referme chaque année	6,3	5,7	4,8	4,2	3,1

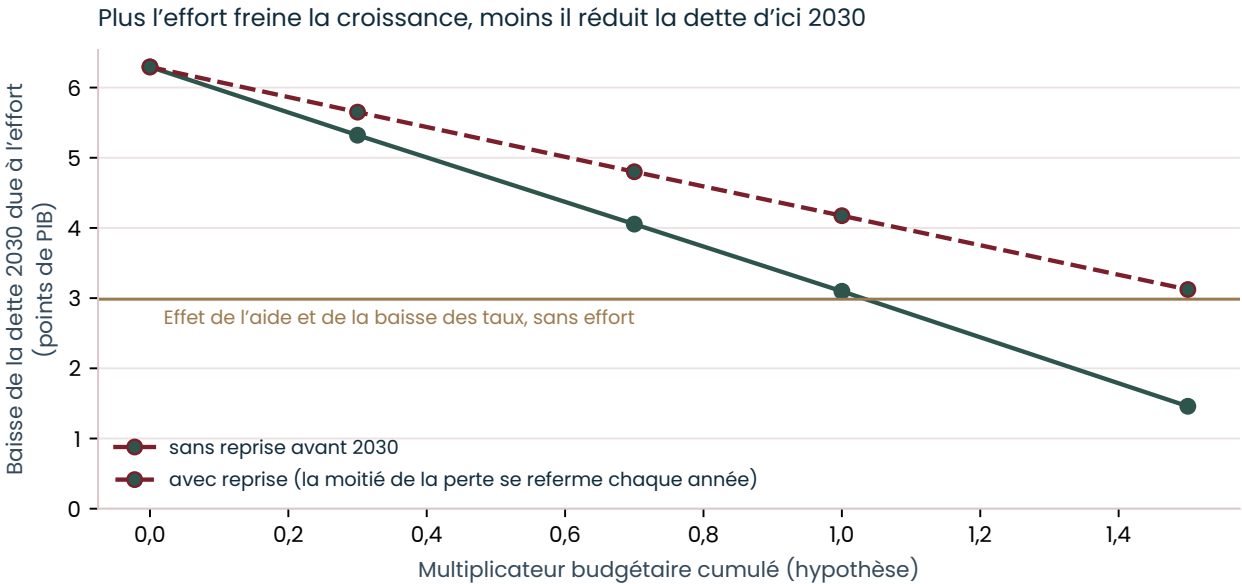


Figure 6. Effet de l’effort budgétaire sur la dette de 2030 selon le multiplicateur supposé, comparé à l’effet de l’aide et de la baisse des taux.

L'aide à taux réduit. Sans aide ni effort, la dette atteindrait 101 %. L'aide, à elle seule, la réduit de 3,0 points, parce qu'elle remplace des emprunts chers par des emprunts bon marché. Ces deux parts ne s'additionnent pas exactement, et leur partage dépend de l'ordre de la comparaison. Limiter l'aide à la seule année 2027 ne change presque rien : 0,6 point de plus en 2030.

Les nouvelles dettes. Entre 2021 et 2023, 1 344 milliards de FCFA de dette sont apparus sans passer par le déficit, soit 10,8 points du PIB de 2023 (annexe B). C'est pourquoi nous testons l'apparition de 1 point de PIB de dettes nouvelles chaque année. La dette de 2030 serait alors plus haute de 4,5 points, et atteindrait 96 %. Cela effacerait une grande partie de l'effort budgétaire. La section 10 remplace ce test par le rythme observé dans le passé.

Les factures en retard. Les payer en deux ans au lieu de quatre ajoute 0,2 point de PIB à la dette de 2030, et 29 milliards d'intérêts au total. Si ces retards sont déjà dans le chiffre de l'audit, les payer par emprunt ne change pas la dette totale : une dette en remplace une autre. Ce coût ne tient compte ni des pénalités évitées, ni du bénéfice pour les fournisseurs payés plus tôt.

Les retards de la circulaire. Ils changent davantage la trajectoire. S'ils s'ajoutent au chiffre de l'audit et continuent d'augmenter en 2026 au rythme du premier semestre (208 milliards sur l'année), la dette de 2030 serait plus haute de 3,7 à 5,6 points. Si cette hausse durait jusqu'en 2030, l'écart atteindrait 11,2 points, et la dette 103 %. Au rythme prévu par le budget 2027, 142,9 milliards par an, il faudrait environ 8 ans pour payer les retards de fin juin 2026. Nous supposons que les nouveaux retards s'ajoutent au déficit. S'ils remplacent une partie des emprunts prévus, la dette totale augmente moins.

Le chiffre de départ. Si l'on part du bulletin de la dette, la dette atteindrait 90 % en 2030. Si l'on part de l'estimation d'avant l'audit, elle atteindrait 106 %. La hausse est de 22 à 26 points dans tous les cas. Le chiffre de départ déplace donc la trajectoire sans changer sa pente. L'annexe C donne tous les résultats.

7. Le poids des intérêts

À retenir. Les intérêts passeraient de 487,6 milliards en 2026 à 926 milliards en 2030 avec l'aide et l'effort, et à 1 187 milliards sans eux. En 2027 déjà, ils représentent environ 20 % des recettes prévues au budget.

Pourquoi les intérêts montent si vite. La dette augmente, et l'État la refinance à des taux plus élevés que ceux de ses anciens emprunts. Sans aide ni effort, les intérêts seraient multipliés par 2,4 entre 2026 et 2030, et atteindraient 8,0 % du PIB. Avec l'aide et l'effort, ils atteindraient 6,3 % du PIB.

Le prix de la confiance. L'État prévoit d'emprunter 1 144,1 milliards sur les marchés internationaux en 2027. Un point de pourcentage de taux en plus sur ce montant coûterait 11,4 milliards par an. La semaine du 28 septembre, le taux de l'obligation gabonaise à échéance 2033 a monté de 150 points de base, une hausse que Bloomberg attribue à la confusion sur les chiffres [5]. Rien ne montre toutefois que publier

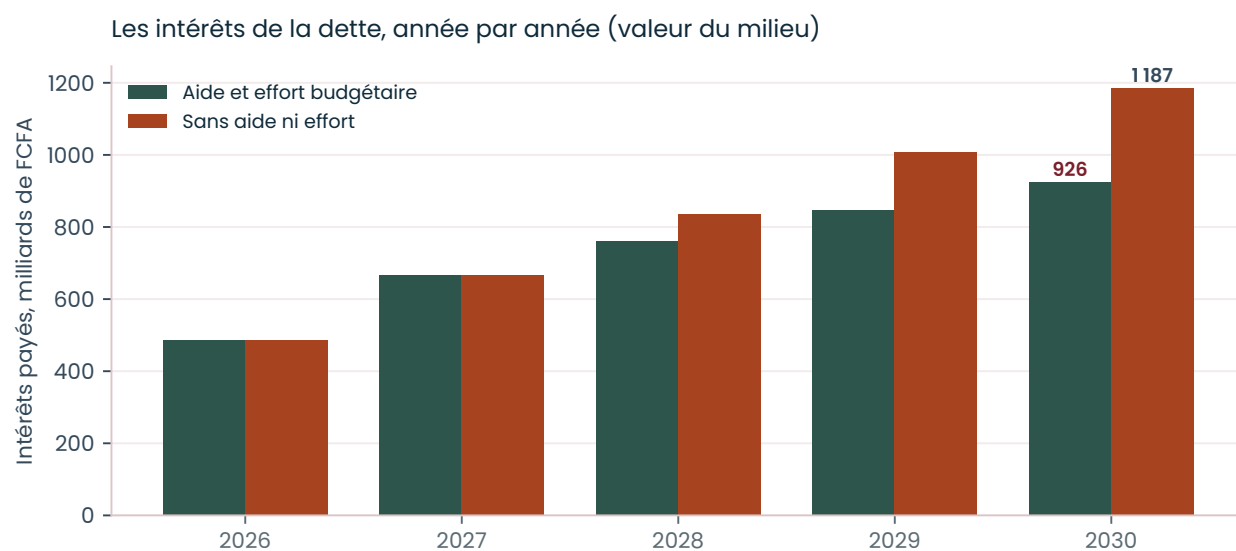


Figure 7. Intérêts payés chaque année, valeur du milieu des simulations, en milliards de FCFA.

Tableau 5. Intérêts payés, valeur du milieu des simulations.

Année	Aide et effort budgétaire		Sans aide ni effort	
	Milliards de FCFA	% du PIB	Milliards de FCFA	% du PIB
2026	488	3,4	488	3,4
2027	666	4,6	666	4,6
2028	760	5,2	836	5,7
2029	846	5,8	1008	6,9
2030	926	6,3	1187	8,0

le détail de l’audit ferait baisser les taux. Le 16 octobre, après deux émissions à 9,375 %, les investisseurs demandaient encore environ 12 % sur l’obligation à échéance 2034 [23].

8. Le besoin de financement

À retenir. Chaque année, l’État doit emprunter environ 20 % du PIB. Si les prêteurs deviennent plus exigeants, la dette de 2030 monte peu. Si le marché se ferme, ce sont les paiements en retard qui s’accumulent.

Ce qu’il faut emprunter chaque année. Le besoin brut de financement est la dette qui arrive à échéance, plus le déficit et les factures en retard payées. Avec l’aide et l’effort, il serait d’environ 20 % du PIB en 2027 et 21 % en 2030. Sans aide ni effort, il atteindrait 27 % en 2030. Pour les pays émergents, le FMI considère qu’un besoin au-dessus de 15 % du PIB est un signal de risque.

Ce que dit le texte du budget 2027. Le projet de loi de finances fixe le service de la dette de 2027 à 2 689,7 milliards, intérêts et remboursements compris, soit 82 % des recettes prévues [20]. Le marché régional pèse le plus : 1 364,9 milliards de titres y arrivent à échéance. Les marchés reçoivent aussi 73 % des intérêts. Le texte autorise jusqu’à 2 milliards de dollars d’emprunts extérieurs, qui peuvent servir à racheter ou refinancer les obligations internationales. Les montants du texte retrouvent ceux que la presse en avait tirés.

Ce que nous testons. Le modèle de base suppose que l’État trouve toujours des prêteurs, au taux du marché. Nous testons quatre tensions : une prime de risque qui monte avec la dette, une hausse des taux mondiaux, la fermeture du marché extérieur en 2028 et 2029, et une restructuration en 2028. Ce sont des scénarios, pas des prévisions. Nous ne leur attachons aucune probabilité, et leurs paramètres sont des hypothèses.

Tableau 6. Dette en 2030 si le financement se tend, en % du PIB (valeur du milieu), et paiements en retard qu’il faudrait accumuler, en milliards de FCFA (avec l’aide et l’effort, puis sans).

Scénario	Aide et effort	Sans aide ni effort	Nouveaux retards de paiement
Modèle de cet article	91,8	101,1	–
Prime de risque modérée (3 points de base par point de dette)	92,1	101,4	–
Prime de risque forte (dette, besoin de financement, intérêts, arriérés)	94,0	104,2	–
Taux mondiaux +2 points	93,6	103,5	–
Marché extérieur fermé en 2028-2029, marché régional seul	92,1	101,0	2 538 à 4 280
Restructuration en 2028 (décote de 30 % sur les titres, deux ans sans marché)	81,7	90,3	1 593 à 3 399

Ce qu'il en ressort. Une prime de risque plus forte ou des taux mondiaux plus hauts ajoutent au plus 2,3 points à la dette de 2030, parce que seuls les nouveaux emprunts paient le taux plus élevé. La fermeture du marché change peu le ratio, mais elle oblige à accumuler 2 538 à 4 280 milliards de paiements en retard. Ces retards restent des dettes et portent des intérêts de retard. Seul le marché régional resterait ouvert, au niveau prévu pour 2027 (7,9 % du PIB). Une restructuration avec une décote de 30 % sur les titres, qui font environ 39 % de la dette du bulletin, ramènerait la dette de 2030 à 82 %. Les créanciers perdraient 1 268 milliards, et l'État devrait encore accumuler des retards pendant les deux ans sans marché.

9. Ce que disent les prévisions passées

À retenir. Rejouée sur 14 éditions passées des prévisions du FMI, notre méthode sous-estime la dette de 21 points de PIB à trois ans et de 35 points à cinq ans. La cause principale est la dette apparue hors du déficit. Les fourchettes, elles, avaient la bonne largeur.

Le test. Nous avons rassemblé 37 éditions des perspectives économiques du FMI, d'avril 2008 à avril 2026. Pour chaque année de départ, de 2009 à 2023, nous refaisons la projection avec une version simplifiée de notre méthode. Elle n'utilise que ce qui était connu à cette date : l'édition du FMI, le prix du pétrole et le taux de change. Nous comparons ensuite la projection à la dette observée plus tard. La version simplifiée garde la mécanique de la dette, le lien avec le pétrole et les aléas. Elle a en revanche un taux d'intérêt constant, ni aide ni effort, et ne sépare pas les deux types de dette. Les éditions du FMI viennent de copies conservées par l'Internet Archive et de l'interface de données du FMI, et leurs empreintes sont enregistrées.

Tableau 7. Erreur moyenne des projections passées, en points de PIB (en valeur absolue), et biais à cinq ans (négatif : dette sous-estimée). Cible : la dette publiée dans la dernière édition.

Méthode	1 an	3 ans	5 ans	Biais à 5 ans
Ratio constant (la dette reste à son dernier niveau)	5,3	14,2	20,9	−20,9
Tendance des dernières années	7,8	19,4	37,4	−13,1
Équation standard avec les prévisions de l'édition	6,7	21,5	35,2	−35,2
Projection du FMI elle-même	3,6	14,0	21,8	−21,8
Méthode de cet article	6,6	21,2	35,3	−35,3
La même, avec des chocs corrélés	6,6	21,2	35,3	−35,3
La même, avec la dette hors déficit au rythme passé	4,2	11,8	16,2	−7,9

Ce qu'il en ressort. À trois ans et au-delà, notre méthode fait moins bien que la règle la plus simple, qui suppose que le ratio ne bouge pas. Elle fait aussi moins bien que les projections du FMI, qui sous-estimaient elles-mêmes la dette de 22 points à cinq ans. Ajouter des chocs corrélés entre eux n'y change

Prévisions passées de la dette du Gabon, éditions du FMI de 2010 à 2025

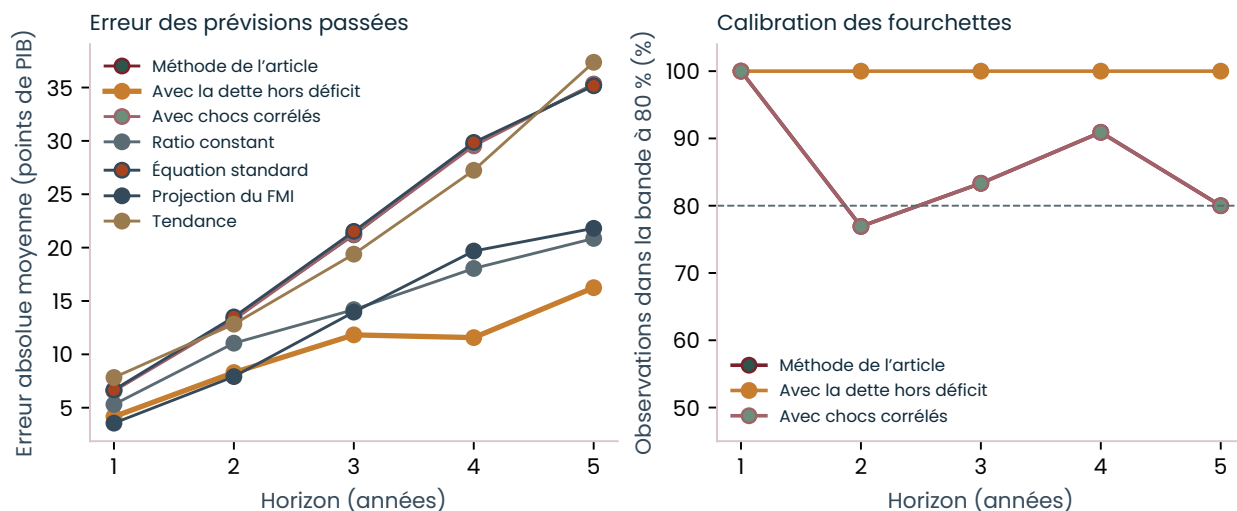


Figure 8. À gauche, l'erreur moyenne selon l'horizon. À droite, la part des valeurs observées tombées dans la fourchette de huit trajectoires sur dix (la ligne pointillée marque 80 %).

rien. Selon l'horizon, les fourchettes de huit trajectoires sur dix contenaient 77 à 100 % des valeurs observées : elles étaient mal centrées, pas trop étroites.

D'où vient l'erreur. À cinq ans, l'erreur moyenne est de 35 points. La dette apparue hors du déficit en explique 29. Le reste vient d'un solde budgétaire moins bon que prévu (6,5 points) et d'une révision du point de départ (0,5 point). La croissance nominale n'y est pour rien (−0,4 point). Ajouter au modèle la dette hors déficit, au rythme connu à chaque date, divise l'erreur par deux à trois et cinq ans (12 et 16 points). Le modèle fait alors mieux que le ratio constant et que le FMI. Ses fourchettes deviennent en revanche trop larges.

Les limites du test. Il repose sur 14 années de départ, dont 10 seulement à cinq ans, et leurs périodes se chevauchent. Les écarts entre méthodes sont donc incertains. Le test ne porte que sur la version simplifiée : les leviers eux-mêmes (aide, effort, taux) ne sont pas validés par l'histoire.

10. La dette qui apparaît hors du déficit

À retenir. Dans le passé, 4 à 7 points de PIB de dette sont apparus chaque année sans passer par le déficit. Si cela continuait au rythme passé, la dette atteindrait 113 % du PIB en 2030 avec l'aide et l'effort, au lieu de 92 %. C'est un scénario, pas une prévision : l'audit a peut-être changé la donne.

De quoi il s'agit. En principe, la dette augmente du montant du déficit. Au Gabon, elle a souvent augmenté davantage : factures anciennes reconnues, garanties appelées, dettes d'entreprises publiques reprises, effets de change, changements dans ce qui est compté. Dans chaque édition du FMI, nous mesurons cet écart sur les dix années précédentes. Selon l'édition, il va de 4 à 7 points de PIB par an en

moyenne. Dans la dernière, il est de 5,1 points par an, et varie beaucoup d’une année à l’autre (écart type de 5,2 points).

Le scénario. À partir de 2027, nous ajoutons chaque année une dette tirée au hasard avec cette moyenne et cette variabilité, ramenée au nouveau PIB, plus élevé. Nous testons la moitié de ce rythme et le rythme entier.

Tableau 8. Dette en 2030 selon la dette apparue hors du déficit à partir de 2027, en % du PIB : valeur du milieu et, entre parenthèses, fourchette de huit trajectoires sur dix. Dernière colonne : part des trajectoires au-dessus du plafond, avec l’aide et l’effort.

Dette apparue hors du déficit	Aide et effort	Sans aide ni effort	Au-dessus du plafond
Aucune (modèle de cet article)	92 (50 à 150)	101 (58 à 161)	73 %
La moitié du rythme passé	102 (59 à 162)	112 (67 à 174)	82 %
Le rythme passé	113 (67 à 175)	122 (75 à 187)	88 %

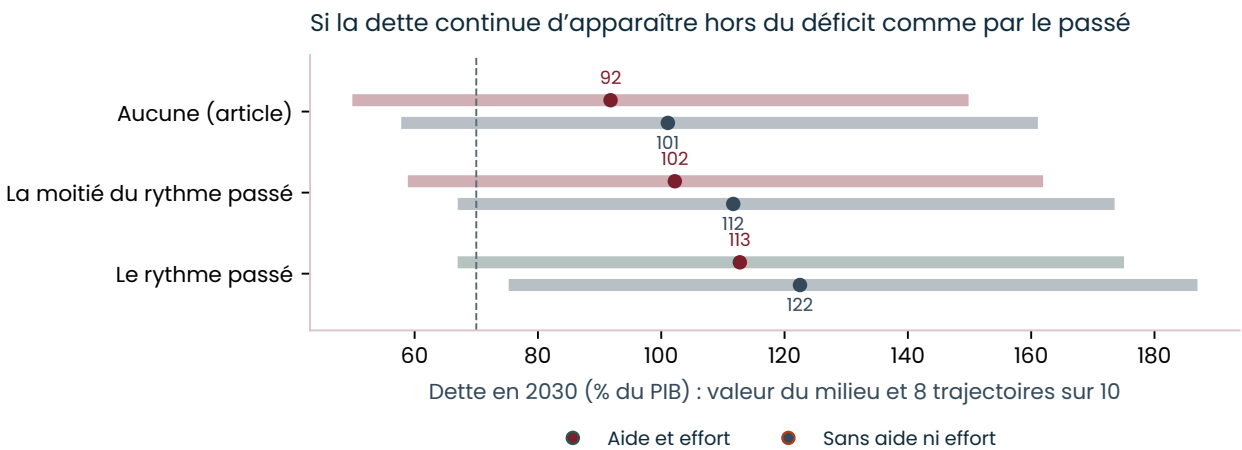


Figure 9. Dette en 2030 selon la dette apparue hors du déficit : valeur du milieu et fourchette de huit trajectoires sur dix.

Ce qu’il en ressort. À la moitié du rythme passé, la dette de 2030 serait plus haute de 10 points, soit plus que ce que retire l’effort budgétaire (6,3 points). Au rythme passé, elle le serait de 21 points. La part des trajectoires au-dessus du plafond passerait de 73 à 82, voire 88 %. L’effet de l’effort, lui, ne change pas : les deux s’additionnent.

Pourquoi ce n’est pas notre scénario central. L’audit de 2025 a pu reconnaître d’un coup des dettes qui seraient sinon apparues plus tard. Rien ne permet encore de le savoir. C’est pourquoi le tableau qui relie le chiffre de l’audit au bulletin, puis un suivi annuel de l’écart entre le déficit et la hausse de la dette, comptent autant que l’effort budgétaire : ils disent lequel des deux chiffres retenir.

11. Limites

- **Le point de départ est incertain.** Nous n'avons ni le rapport d'audit, ni les bulletins originaux. Le contenu du chiffre de l'audit n'est pas détaillé. La dette des entreprises publiques n'est pas ajoutée à celle de l'État.
- **Le PIB est provisoire.** 13 822 milliards n'est qu'une première estimation. Une baisse de 1,56 % suffirait à faire passer la dette de 2025 au-dessus de 70 % du PIB.
- **Le budget.** Les emprunts d'une année ne sont pas toujours égaux au déficit plus les remboursements. La trésorerie de l'État et d'autres opérations peuvent changer le besoin. L'aide après 2027 n'est pas engagée.
- **Le modèle.** Les aléas sont indépendants entre eux, sauf ceux qui passent par le pétrole. L'effet de l'effort sur la croissance, les tensions sur le financement et la dette hors déficit sont traités comme des scénarios. Les paramètres des deux premiers sont supposés, pas estimés.
- **Le biais passé.** Rejouée sur le passé, la méthode sous-estime la dette (section 9). Le scénario central est donc plutôt trop bas que trop haut, sauf si l'audit a mis fin à l'apparition de dette hors du déficit.
- **Les fourchettes.** Elles ne couvrent que les aléas tirés au hasard. Les incertitudes sur ce que contient la dette, sur la politique suivie et sur le modèle sont traitées par des variantes, sans prétendre les couvrir toutes.

12. Conclusion

La dette du Gabon part de 68,9 % du PIB, juste sous le plafond de la CEMAC, et remonte dans tous nos scénarios. Elle atteindrait 92 % en 2030 avec une aide et un effort budgétaire, et 101 % sans eux. L'effort budgétaire freine cette hausse, d'autant plus qu'il pèse peu sur la croissance. Mais rejouée sur le passé, notre méthode sous-estime la dette, parce que de la dette est apparue hors du déficit. Si cela continuait au rythme passé, la dette atteindrait 113 % en 2030. Les intérêts presque doublés et un besoin de financement d'environ 20 % du PIB par an rendent le budget sensible aux conditions de marché. Ces chiffres sont des simulations sous hypothèses. Un tableau public qui relie le chiffre de l'audit au bulletin de la dette, un suivi annuel de la dette apparue hors du déficit et un calendrier de financement pour 2027 permettraient de les préciser.

A. Méthode détaillée

La part inconnue de l'écart entre le bulletin et l'audit. Soit S le chiffre de l'audit, B celui du bulletin, A les paiements en retard cités et x la part de ces retards déjà comptée dans le bulletin, avec $0 \leq x \leq A$. Les retards ajoutent $A - x$ à la dette du bulletin. La part inconnue vaut donc

$$U = S - B - (A - x), \quad U \in [284,8; 744,3] \text{ milliards de FCFA.}$$

Le bas de l'intervalle suppose que tous les retards s'ajoutent au bulletin, le haut qu'ils y sont déjà tous.

Le partage entre PIB et dette. Pour une source qui publie un ratio r_i , on suppose un ancien PIB Y_a et on calcule la dette qu'elle comptait, $S_i = r_i Y_a$. Avec le nouveau PIB Y_n :

$$r_i - \frac{S}{Y_n} = \underbrace{r_i \left(1 - \frac{Y_a}{Y_n}\right)}_{\text{dû au PIB supposé}} + \underbrace{\frac{S_i - S}{Y_n}}_{\text{dû à la dette comptée}}. \quad (1)$$

Les ratios sont ici des fractions, et les figures les donnent en points de pourcentage. Ce partage suit le chemin $S_i/Y_a \rightarrow S_i/Y_n \rightarrow S/Y_n$. Dans l'autre ordre, la part commune au PIB et à la dette serait répartie autrement.

La dette apparue hors déficit. En temps normal, la dette d'une année est celle de l'année précédente plus le déficit. Quand elle augmente davantage, c'est qu'une dette est apparue par un autre chemin : facture ancienne reconnue, garantie appelée, dette d'une entreprise publique reprise par l'État. On note d_t la dette en part du PIB, Y_t le PIB nominal et s_t le solde budgétaire en part du PIB (négatif en cas de déficit). L'écart vaut

$$a_t = d_t - d_{t-1} \frac{Y_{t-1}}{Y_t} + s_t.$$

Le terme $d_{t-1} Y_{t-1} / Y_t$ est la dette de l'année précédente rapportée au PIB de cette année. Il baisse quand le PIB augmente. En ajoutant le solde s_t , on retire la part de la hausse expliquée par le déficit. Ce qui reste, a_t , est la dette apparue hors déficit.

Les équations de la projection. Le modèle avance d'une année à la fois, en milliards de FCFA. Chaque année, il calcule les intérêts et le déficit, puis ce qu'il faut emprunter, puis la nouvelle dette, son taux moyen et le PIB. Les étapes ci-dessous suivent cet ordre.

Deux types de dette. B est la dette qui porte intérêt : les emprunts et les titres. N regroupe les autres sommes dues, par exemple les factures en retard. Faute de détail, on suppose que N ne porte pas d'intérêt.

1. Les intérêts et le déficit.

$$I_t = r_{t-1} B_{t-1}, \quad D_t = I_t - P_t. \quad (2)$$

Les intérêts I_t de l'année sont le taux moyen r_{t-1} appliqué à la dette qui porte intérêt à la fin de l'année précédente. Le déficit D_t est égal aux intérêts moins le solde hors intérêts P_t . Ce solde est positif quand

les recettes dépassent les dépenses autres que les intérêts. Un solde hors intérêts positif mais plus petit que les intérêts laisse donc un déficit.

2. L'effet du taux de change.

$$V_t = s B_{t-1} \left(\frac{e_t}{e_{t-1}} - 1 \right). \quad (3)$$

Une part s de la dette est en dollars. Si le dollar monte de 10 % par rapport au FCFA ($e_t/e_{t-1} = 1,1$), cette part coûte 10 % de plus en FCFA. V_t est cette hausse, ou cette baisse si le dollar recule.

3. Ce qu'il faut financer.

$$Q_t = B_{t-1} + V_t - \chi C_t, \quad Z_t = D_t + C_t + A_t. \quad (4)$$

Q_t est la dette qui porte intérêt après l'effet du change, avant tout nouvel emprunt. Z_t est le besoin de financement de l'année : le déficit D_t , plus les factures en retard payées C_t , plus les dettes nouvellement reconnues A_t (nulles sauf dans la variante qui les teste). L'interrupteur χ vaut zéro dans le cas de référence : les factures en retard sont alors dans N , et les payer réduit N . Il vaut un dans la variante où ces factures sont déjà dans le bulletin : les payer réduit alors B .

4. Le refinancement.

$$L_t = \max(\rho Q_t + Z_t, 0), \quad (5)$$

$$H_t = \max\{(1 - \rho)Q_t + \min(\rho Q_t + Z_t, 0), 0\}, \quad (6)$$

$$E_t = \max(-Q_t - Z_t, 0). \quad (7)$$

Chaque année, une part ρ de la dette arrive à échéance. L'État la rembourse en empruntant de nouveau, et il emprunte aussi pour couvrir le besoin Z_t . Les nouveaux emprunts L_t sont donc la dette échue plus le besoin de l'année. La dette conservée H_t est la part qui n'arrive pas à échéance. Les max et min ne servent qu'en cas d'excédent : l'argent en trop réduit d'abord les nouveaux emprunts, puis la dette conservée. Si l'excédent dépasse toute la dette, ce qui reste, E_t , est gardé en trésorerie sans intérêt.

5. La nouvelle dette et son taux.

$$B_t = H_t + L_t, \quad N_t = N_{t-1} - (1 - \chi)C_t, \quad (8)$$

$$r_t = \frac{H_t r_{t-1} + L_t m_t}{H_t + L_t}. \quad (9)$$

La dette qui porte intérêt est la dette conservée plus les nouveaux emprunts. Les autres sommes dues baissent quand les factures en retard sont payées (dans le cas de référence). Le nouveau taux moyen r_t est une moyenne : la dette conservée garde son ancien taux r_{t-1} et les nouveaux emprunts se font au taux du moment m_t . Dans le scénario avec aide, m_t mélange le taux réduit de l'aide et le taux du marché, selon la part de chacun. Ainsi un taux plus bas ou plus haut ne pèse sur la dette que peu à peu, au rythme des refinancements.

6. Le PIB.

$$Y_t = Y_{t-1}(1 + g_t)(1 + \pi_t), \quad (10)$$

$$\pi_t = \pi_0 + \kappa \ln(O_t/O_{t-1}) + \varepsilon_t. \quad (11)$$

Le PIB nominal Y_t grandit avec la croissance réelle g_t et avec la hausse des prix π_t . Au Gabon, les prix suivent en partie le prix du pétrole O_t : quand le baril monte, π_t monte, avec une sensibilité κ . π_0 est la hausse des prix de référence et ε_t un aléa. Le logarithme $\ln(O_t/O_{t-1})$ est, à peu près, la variation du prix du baril en pourcentage.

7. *Le solde hors intérêts.*

$$\frac{P_t}{Y_t} = p_t + \theta O_{\text{réf}} \ln\left(\frac{O_t}{O_{\text{réf}}}\right) + u_t. \quad (12)$$

Le solde hors intérêts, en part du PIB, part de la valeur prévue p_t (celle du budget, puis l'effort budgétaire dans le scénario qui le suppose). Il s'améliore quand le baril O_t est au-dessus du prix de référence $O_{\text{réf}}$, car les recettes pétrolières augmentent, et il se dégrade dans le cas inverse. θ mesure cette sensibilité et u_t est un aléa.

8. *La dette en part du PIB.*

$$d_t = \frac{B_t + N_t + K}{Y_t}. \quad (13)$$

C'est le chiffre qu'on suit dans les figures : toute la dette rapportée au PIB. K est un montant fixe, nul sauf dans les tests qui comparent d'autres points de départ.

Les aléas. À chaque tirage, le modèle tire au hasard la croissance g_t , le prix du baril O_t , le taux de change e_t , les aléas ε_t et u_t , le taux de marché m_t et la part s de la dette en dollars. C'est ce qui produit des trajectoires différentes. Les mêmes tirages servent pour tous les scénarios, ce qui rend leurs écarts comparables.

L'effet du change s'applique de la même façon à toute la dette qui porte intérêt, et aux intérêts correspondants. Un excédent réduit d'abord les nouveaux emprunts, puis la dette conservée. Si toute la dette est remboursée, le reste E est gardé en trésorerie, sans intérêt. Il n'est pas retiré de la dette brute. Le taux moyen est nul si la dette est nulle. Le modèle vérifie à chaque tirage que $B_t + N_t = B_{t-1} + N_{t-1} + D_t + V_t + A_t + E_t$. L'aléa sur le taux de marché dépend en partie de celui de l'année précédente (coefficient 0,6). Le taux est borné entre 0,5 et 25 %, la croissance entre -30 et 30 %, et la hausse des prix entre -50 et 100 %, pour que le PIB reste positif. Ces bornes évitent des valeurs absurdes. Ce ne sont pas des estimations.

Les compléments. Ils ajoutent des termes nuls dans le modèle de base, qui est retrouvé exactement quand ils sont éteints.

L'effet de l'effort sur la croissance. L'effort est l'écart entre le solde visé et celui du budget, $X_t = p_t - p_t^{\text{budget}}$. Le pétrole et les aléas du solde n'en font pas partie. L'effort creuse un écart de production x_t , en part du PIB :

$$x_t = \lambda x_{t-1} - \mu_0 \Delta X_t - \mu_1 \Delta X_{t-1}. \quad (14)$$

La croissance g_t augmente de $x_t - x_{t-1}$, et le solde P_t de $\eta x_t Y_t$, où $\eta = 0,16$ est la part des recettes hors pétrole dans le PIB du projet de budget 2027. Le multiplicateur cumulé $\mu = \mu_0 + \mu_1$ est réparti à 60 % la première année et 40 % la suivante. Avec $\lambda = 1$, la perte reste jusqu'en 2030. Avec $\lambda = 0,5$, la moitié se referme chaque année. La première année, le ratio baisse si $\mu_0(d + \eta) < 1$.

Le financement. La prime de risque s'ajoute au taux m_t des seuls nouveaux emprunts de marché. Elle dépend de la dette, du besoin de financement, des intérêts rapportés aux recettes et des retards de paiement, avec des coefficients supposés. Si le marché se ferme, l'emprunt de l'année est plafonné. Ce qui manque devient un retard de paiement : il s'ajoute à N et porte un intérêt au taux du marché de 2026. La restructuration retire au début de l'année choisie une part $R_t = h s B_{t-1}$ de la dette, avec la décote h et la part s des titres, puis réduit ρ pendant trois ans.

La dette hors déficit. $A_t = Y_t(\bar{a} + \sigma_a z_t)$, où z_t est un aléa et $\bar{a}, \sigma_a$ la moyenne et l'écart type mesurés sur dix ans dans la dernière édition du FMI, ramenés au nouveau PIB. L'identité vérifiée devient $B_t + N_t = B_{t-1} + N_{t-1} + D_t + V_t + A_t + E_t - R_t$.

Le test sur le passé. Pour chaque édition, la version simplifiée part de la dette de la dernière année observée et applique $d_t = d_{t-1}/(1 + n_t) - s_t$, avec la croissance nominale n_t et le solde s_t prévus par l'édition. Les aléas sont tirés avec des paramètres estimés sur les seules années antérieures. Les erreurs sont mesurées sur les années qui suivent, et les écarts entre méthodes sont accompagnés d'intervalles obtenus en rééchantillonnant les années de départ.

Le chiffre du bulletin suit B/Y et celui de l'audit $(B + N)/Y$. Les montants fixes ajoutés pour les tests ne portent ni intérêts ni flux : ce sont des comparaisons simples, pas des modèles complets de dettes supplémentaires.

Tableau 9. Les paramètres : valeurs publiées, valeurs calculées et hypothèses.

Paramètre	Valeur	Origine
PIB 2025, nouvelle base (Y_{2025})	13 822 Md	Publié ou calculé, d'après le communiqué repris par la presse
Dette porteuse d'intérêts (B_{2025})	8 780,3 Md	Publié ou calculé, d'après le bulletin repris par la presse
Autres passifs (N_{2025})	744,3 Md	Hypothèse. Écart entre l'audit et le bulletin, supposé sans intérêt
Déficit global 2026 / 2027	942,6 / 909,0 Md	Publié ou calculé. Emprunts moins remboursements (et paiement des retards en 2027), budgets 2026 et 2027
Solde primaire de référence 2026 / 2027 (p)	-3,2 / -1,7 %	Publié ou calculé. Déficit moins intérêts, rapporté au PIB
Taux apparent 2025 / 2026 (r)	5,55 / 6,86 %	Publié ou calculé. Déduit des intérêts inscrits au budget
Part refinancée par an (ρ)	19,3 %	Publié ou calculé. Remboursements de 2027 rapportés à la dette, soit une durée moyenne de 5,2 ans (calculée, pas observée)
Taux des emprunts nouveaux (m , 2026)	10,38 %	Publié ou calculé. Déduit des intérêts, avec une variation supposée de 1,5 point
Croissance réelle (g)	2,6 % $\pm$ 2,4	Publié ou calculé. Moyenne du FMI pour 2026–2029, variation de 2010–2025 selon la Banque mondiale
Hausse des prix (π_0, κ , écart-type)	-0,4 %, 0,40, 3,7	Publié ou calculé. FMI pour 2026–2029, lien avec le pétrole estimé sur 5 années

Paramètre	Valeur	Origine
Baril de référence ($O_{\text{réf}}$), volatilité	70 \$, 30,5 %	Publié ou calculé. Budget 2027, et variations passées du prix du pétrole
Sensibilité du solde au baril (θ)	0,100 pt/\$	Publié ou calculé. Recettes pétrolières du budget 2027 à 70 \$
Change FCFA/\$ (volatilité)	6,8 %	Publié ou calculé. Banque mondiale, 2010–2025
Part de la dette en dollars (s)	10–25 %	Hypothèse, non publiée
Aléa d'exécution du solde primaire (u)	1,5 pt	Hypothèse
Aléas de 2026	x 0,5	Hypothèse, l'année est aux trois quarts écoulée
Programme : appuis, taux, prime, ajustement	600 Md, 3,5 %, –1,5 pt, +1 pt/an	Hypothèse. Seul le montant de 2027 figure dans un document

Le taux moyen est réglé pour retrouver les intérêts du budget 2027 : c'est un réglage, pas une vérification indépendante. En simulation, la médiane donne 666 milliards, pour 667,3 inscrits au budget. La comparaison avec la prévision de la Banque mondiale pour 2026 utilise elle aussi un PIB supposé et un contenu de la dette non réconcilié. Ce n'est pas un test de précision.

B. Les chiffres de fin 2025 en détail

À retenir. Cette annexe détaille d'où vient le point de départ des simulations : les sources, les écarts entre les chiffres publiés, le rôle du PIB et la dette apparue dans le passé hors du déficit.

Les montants annoncés. Selon le communiqué du ministère du 13 septembre, repris par la presse, l'État devait 9 524,6 milliards à la fin de 2025, en comptant ses emprunts et les autres sommes qu'il doit payer. L'estimation d'avant l'audit était proche de 11 700 milliards. Le PIB annoncé, calculé selon la nouvelle méthode, est de 13 822 milliards. Nous pouvons vérifier que ces chiffres sont cohérents entre eux. Nous ne pouvons pas vérifier les dettes une à une.

Le bulletin de la dette. La Direction générale de la dette publie un bulletin. Selon les articles qui le citent, il donnait 8 780,3 milliards à la fin de 2025 : 4 127,6 milliards dus à l'étranger et 4 652,7 milliards dus dans le pays. Ces articles citent aussi 459,5 milliards de paiements en retard. On ne sait pas quelle part de ces retards est déjà comptée dans les 8 780,3 milliards [6, 7].

Les chiffres des institutions. Pour 2025, le FMI donnait 78,9 % du PIB, l'agence de notation Fitch 81,1 % et la Banque mondiale 80,2 %. Ces chiffres n'ont pas été publiés au même moment : certains sont des prévisions, d'autres des estimations faites après la fin de l'année. Nous ne savons pas exactement quel PIB chaque institution a utilisé [12, 13, 14].

Les PIB de comparaison. Nous utilisons trois estimations du PIB de 2025 calculé selon l'ancienne méthode : celle du FMI de 2024 (12 893 milliards), celle de la Banque mondiale (12 469 milliards) et une troisième, tirée d'une copie des données du FMI en dollars et convertie en FCFA (12 738 milliards). On ne connaît pas la date exacte de cette copie. Ces chiffres servent à voir comment le résultat change avec le PIB. Ils ne permettent pas de mesurer exactement l'effet du nouveau calcul du PIB.

Le budget et les séries. Les montants de la loi de finances rectificative de 2026 et du projet de budget 2027 viennent d'articles de presse [16, 17, 18, 19]. Les séries sur la croissance, les prix et le pétrole viennent des rapports du FMI et des données de la Banque mondiale. Toutes les sources sont archivées. Avant d'en extraire un chiffre, nous vérifions que le fichier n'a pas changé. Le registre complet garde, pour chaque chiffre, sa valeur, la phrase dont il est tiré et l'adresse de la source.

Tableau 10. Les chiffres et leurs écarts, en milliards de FCFA et en % du PIB annoncé.

Chiffre ou écart	Milliards de FCFA	% du PIB
Bulletin de la dette, selon la presse	8 780,3	63,5
Écart entre le bulletin et l'audit, sans détail	744,3	5,4
Chiffre de l'audit	9 524,6	68,9
Correction faite par l'audit	2 175,4	15,7
Estimation d'avant l'audit, approximative	11 700,0	84,6

Pourquoi la part inconnue n'a pas une seule valeur. Le bulletin cite 459,5 milliards de paiements en retard. Si aucun de ces retards n'est déjà compté dans le bulletin, ils expliquent 459,5 milliards de l'écart. Il reste alors 284,8 milliards dont on ignore la nature. Si au contraire tous ces retards sont déjà comptés, ils n'expliquent rien, et la part inconnue est de 744,3 milliards. La vérité est entre les deux. Sans tableau de passage, on ne peut pas dire si cette part inconnue correspond à des bons du Trésor, à des condamnations en justice ou à d'autres dettes. Le calcul est donné en annexe A.

La correction de l'estimation d'avant l'audit. Selon les articles qui reprennent le communiqué, les 2 175,4 milliards de différence viennent de vérifications et de corrections. Les documents disponibles ne disent pas ce qui a été corrigé. On ne peut donc pas savoir combien d'intérêts l'État économise vraiment.

Les entreprises publiques. Selon la Banque mondiale, les principales entreprises publiques devaient plus de 1000 milliards en 2024 [9]. Ce chiffre porte sur une autre date. Il peut aussi recouper des dettes que l'État garantit et qui sont déjà comptées. Nous ne l'ajoutons donc pas au chiffre de l'audit. L'annexe C montre seulement ce que donnerait cet ajout, à titre de test.

Avant et après l'audit. 11 700 milliards divisés par 13 822 milliards de PIB donnent 84,65 %, ce qui correspond au chiffre publié de 84,6 %. 9 524,6 milliards divisés par le même PIB donnent 68,91 %. Les 15,7 points de baisse viennent donc de la correction de la dette, pas du PIB. Cela montre seulement que les chiffres sont cohérents entre eux. Cela ne prouve pas que les deux estimations comptaient les mêmes dettes.

Face aux institutions. Une institution publie un ratio calculé sur l’ancien PIB. On suppose quel était cet ancien PIB et on en déduit la dette qu’elle comptait. On sépare ensuite l’écart avec l’audit en deux parts. La première vient du changement de PIB. La seconde vient de la différence de dette comptée. Elle mêle des dettes comptées autrement, mesurées autrement ou révisées, et, pour les prévisions, une erreur de prévision. Le calcul est donné en annexe A. Le partage dépend de l’ordre dans lequel on fait les deux étapes.

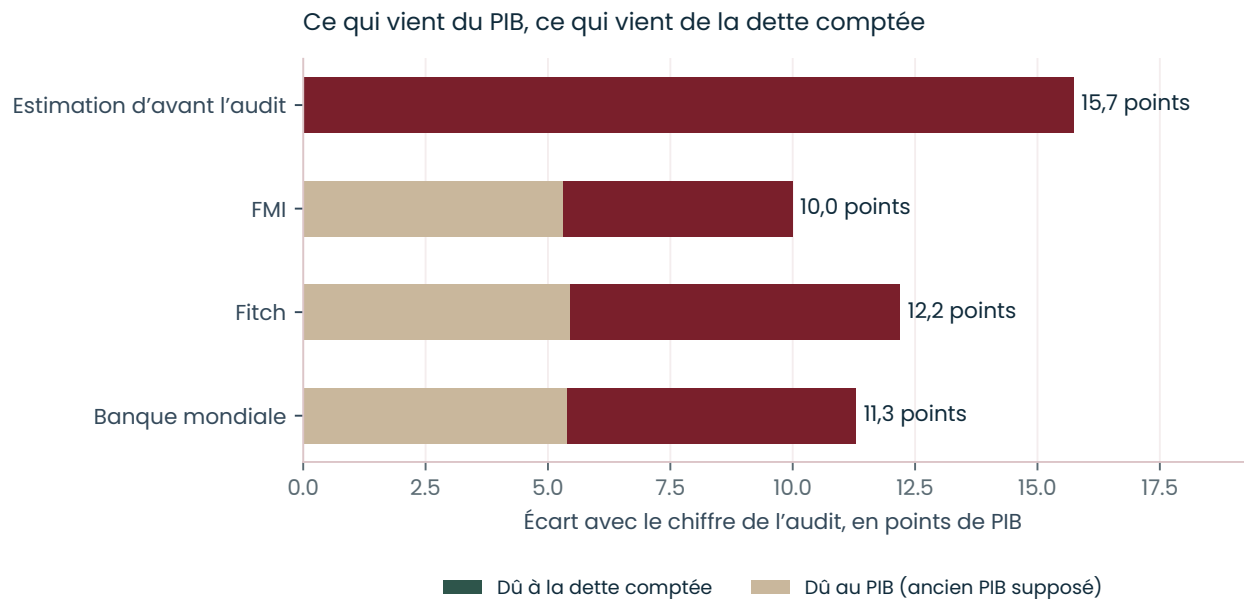


Figure 10. Ce qui sépare chaque chiffre publié du chiffre de l’audit, si l’on suppose un ancien PIB de 12 893 milliards. Ce n’est pas une mesure officielle de l’effet du nouveau calcul du PIB.

Tableau 11. Le même partage avec deux anciens PIB possibles. Ratios en % du PIB, écarts en points.

Source	Ratio	Écart	Ancien PIB : 12 893 Md		Ancien PIB : 12 469 Md	
			dû au PIB	dû à la dette	dû au PIB	dû à la dette
FMI (données d’avril 2026)	78,9	10,0	5,3	4,7	7,7	2,3
Fitch (mai 2026)	81,1	12,2	5,5	6,7	7,9	4,3
Banque mondiale (sept. 2025)	80,2	11,3	5,4	5,9	7,9	3,4
État, avant l’audit	84,6	15,7	0,0	15,7	0,0	15,7

Ce qu’on peut en dire. Avec l’ancien PIB estimé par le FMI en 2024, le changement de PIB explique 5,3 des 10,0 points qui séparent le chiffre du FMI de celui de l’audit. Avec l’ancien PIB de la Banque mondiale, il en explique 7,7. Le résultat change donc beaucoup selon le PIB retenu. Tant qu’on ne connaît pas le PIB utilisé par chaque institution, on ne peut pas faire un partage précis.

Le plafond serait atteint avec un PIB de 13 607 milliards. Il suffirait donc que le PIB annoncé soit revu à la baisse de 1,56 % pour que la dette atteigne 70 %. Avec les estimations de l’ancien PIB, la même dette vaut

entre 73,9 et 76,4 % du PIB. Pour dire si le Gabon respecte le critère, la CEMAC doit accepter à la fois ce que contient le chiffre et le PIB utilisé.

Un nouvel emprunt n'augmente pas toujours la dette de tout son montant : il peut servir à rembourser un emprunt qui arrive à échéance. On ne peut donc pas comparer directement la marge de fin 2025 au montant d'une émission de 2026 pour conclure que le plafond est dépassé.

La dette qui n'est pas passée par le déficit. En principe, la dette augmente chaque année du montant du déficit. En partant de la dette de l'année précédente et en ajoutant le déficit publié, on obtient une dette « attendue ». L'écart avec la dette observée mesure ce qui s'est ajouté en dehors du déficit : variations du taux de change, anciennes dettes reconnues, opérations financières ou différences dans ce qui est compté.

Pour la fin de 2023, le FMI a publié un écart entre le chiffre de l'État (57,4 % du PIB) et le sien (70,5 %). La différence venait de bons du Trésor, de paiements en retard et de condamnations en justice [10]. Cet exemple montre qu'il faut relier les chiffres entre eux. Il ne dit pas ce que contient l'écart de 2025.

Tableau 12. Dette apparue en dehors du déficit, en points du PIB de chaque année (source : FMI, 2024).

Année	Dette en début d'année	Dette attendue d'après le déficit	Dette observée	Écart
2021	78,3	63,5	65,8	2,3
2022	65,8	56,9	63,7	6,8
2023	63,7	68,9	70,5	1,6

Sur la période, cela fait 1 344 milliards de FCFA, soit 10,8 points du PIB de 2023. Nous avons converti chaque année en FCFA avant d'additionner, car le PIB n'est pas le même d'une année sur l'autre. Ce total ne dit pas d'où vient chaque ajout.

C. Résultats selon le chiffre de départ

À retenir. Toutes les lignes utilisent les mêmes déficits et les mêmes aléas. L'ajout de la dette des entreprises publiques et le départ de l'estimation d'avant l'audit sont des tests, pas des chiffres consolidés.

Tableau 13. Dette en % du PIB : médiane et, entre parenthèses, fourchette de huit trajectoires sur dix. Dernière colonne : part des trajectoires au-dessus du plafond en 2030.

Scénario	Chiffre de départ	2025	2026	2027	2030	Au-dessus de 70 %
Aide et effort budgétaire	Bulletin de la dette	63,5	69 (62 à 76)	75 (59 à 95)	90 (49 à 147)	72 %
	Chiffre de l'audit	68,9	74 (67 à 82)	79 (63 à 100)	92 (50 à 150)	73 %

Tableau 13. Dette en % du PIB : médiane et, entre parenthèses, fourchette de huit trajectoires sur dix. Dernière colonne : part des trajectoires au-dessus du plafond en 2030.

Scénario	Chiffre de départ	2025	2026	2027	2030	Au-dessus de 70 %
	Audit et dette brute des entreprises publiques (test)	76,1	81 (74 à 90)	86 (69 à 108)	98 (55 à 159)	79 %
	Estimation d'avant l'audit (test)	84,6	89 (81 à 99)	94 (76 à 118)	106 (60 à 171)	84 %
Sans aide ni effort	Bulletin de la dette	63,5	69 (62 à 76)	75 (59 à 95)	99 (56 à 159)	80 %
	Chiffre de l'audit	68,9	74 (67 à 82)	79 (63 à 100)	101 (58 à 161)	81 %
	Audit et dette brute des entreprises publiques (test)	76,1	81 (74 à 90)	86 (69 à 108)	108 (63 à 171)	85 %
	Estimation d'avant l'audit (test)	84,6	89 (81 à 99)	94 (76 à 118)	116 (68 à 182)	89 %
Aide, effort et retards payés en deux ans	Bulletin de la dette	63,5	69 (62 à 76)	76 (60 à 96)	90 (49 à 147)	72 %
	Chiffre de l'audit	68,9	74 (67 à 82)	79 (63 à 100)	92 (50 à 150)	74 %
	Audit et dette brute des entreprises publiques (test)	76,1	81 (74 à 90)	86 (69 à 108)	99 (55 à 160)	79 %
	Estimation d'avant l'audit (test)	84,6	89 (81 à 99)	94 (76 à 118)	107 (60 à 171)	84 %

D. Chiffres qui reposent sur un seul article de presse

À retenir. 35 chiffres reposent sur un seul article de presse. Quand plusieurs articles reprennent le même communiqué, ils ne se confirment pas les uns les autres. Le registre complet est dans `data/faits.json`.

Article (lien vers la source)	Chiffres concernés
Daba Finance, 2026	Encours DGD fin décembre 2025 Encours des titres du marché régional, fin 2025
Daba Finance, 2026-08-04	FMI, données d'avril 2026 : dette 2025 FMI, données d'avril 2026 : dette 2026 FMI, données d'avril 2026 : dette 2027
Ecofin, 2025-09-23	Banque mondiale, sept. 2025 : dette 2025
Ecomatin, 2026-09-15	Ratio d'avant l'audit annoncé
Ecomatin, 2026-10-07	Banque mondiale, six mois plus tôt : fin 2026
Ecomatin, 2026-10-06	Circulaire gouvernementale de juillet, stock fin 2025 Rendement record de l'obligation 2033, semaine du 28/09 Hausse du rendement 2033 en une semaine (points de base)
Ecomatin, 2026-09-22	PLF 2027 : baril
Financial Afrik, 2026-03-17	Dettes moratoires validées (Financial Afrik, mars 2026)
Gabonreview, 2026-07-17	Arriérés envers les pays partenaires Arriérés envers les fournisseurs étrangers Échéances moratoires impayées Arriérés de paiement DGD fin 2025 Dettes moratoires validées dans l'encours (Gabonreview) Service de la dette payé en 2025
Gabonreview, 2026-05	Fitch, mai 2026 : dette 2025 Fitch, mai 2026 : pic 2027
Gabonreview, 2026-09-16	Plafond communautaire
Gabon Media Time, 2026-09-28	Taux directeur BEAC
Gabon Media Time, 2026	Encours DGD fin novembre 2025
Gabon Media Time, 2026	Fitch : déficit 2026
Gabon Media Time, 2026-09-19	PLF 2027 : budget total
Gabon Media Time, 2026-06-02	LFR 2026 : ressources de trésorerie et de financement
Sika Finance, 2026-10-20	Circulaire : arriérés de dette, fin 2025 Circulaire : arriérés envers China Exim Bank Circulaire : arriérés extérieurs, fin juin 2026 Circulaire : arriérés de dette, fin juin 2026 Circulaire : arriérés envers les multilatéraux

Article (lien vers la source)	Chiffres concernés
Sika Finance, 2026-10-14	Euro-obligation de juillet 2026 (M\$)
Sika Finance, 2026-10-10	Échéances dues au FMI en 2027 (M\$)
Sika Finance, 2026-10-19	Rendement indicatif de l'euro-obligation 2034, 16/10/2026

Le registre donne, pour chaque chiffre, la valeur, l'unité, la phrase dont il est tiré et le fichier archivé. Le nombre d'articles dit combien de sources nous avons, pas si le chiffre est juste.

E. Reproduction

À retenir. Le calcul repart des sources archivées. Télécharger à nouveau les sources est une autre opération : elle peut changer les chiffres.

Depuis `design/papers/dette-audit/`, lancer `sh run.sh`. La chaîne exécute `faits.py` (vérification des empreintes et lecture des chiffres), `pont.py` (écarts entre les chiffres), `projection.py` (scénarios), `figures.py`, `schema.py`, puis `article/article_dette_audit.py`. Le script partagé `build_tex.py`, dans le dossier `design/paper-cover/`, avec la clé `dette-audit-fr`, ajoute la couverture et la mise en page Hodologic.

Les compléments sont calculés par `v2/run_v2.sh`, que `run.sh` lance avant l'article. Ses tests vérifient notamment que le modèle de base est retrouvé exactement quand les compléments sont éteints.

`verify.py` refait deux fois les calculs et vérifie que les résultats sont identiques. Il contrôle aussi les écarts, les égalités comptables et les sources. La graine 20261017 et les 20 000 tirages sont enregistrés dans `data/projection.json`, et les versions de Python et NumPy dans le rapport de vérification. Les PDF sont rendus page par page pour être relus. Leurs métadonnées peuvent changer d'une compilation à l'autre, mais la vérification porte sur les chiffres calculés.

`fetch.py` et `run.sh --fetch` servent à télécharger les sources. Le manifeste garde, pour chacune, l'adresse, les dates, l'éventuel passage par une archive et l'empreinte SHA-256. Une source inaccessible est signalée. Elle n'est jamais remplacée sans le dire. Le texte du projet de loi de finances 2027 n'est pas publié en ligne. Il nous a été transmis et il est archivé avec son empreinte, sans adresse.

Références

- [1] FMI, communiqué de presse, « IMF Staff Concludes Visit to Gabon », 2026-09-26. <https://www.imf.org/en/news/articles/2026/09/26/pr2305-imf-staff-concludes-visit-to-gabon>

- [2] Gabonreview, « Dette publique : l'audit efface plus de 2175 milliards de FCFA de l'estimation initiale », 2026-09-15. <https://www.gabonreview.com/dette-publique-laudit-efface-plus-de-2-175-milliards-de-fcfa-de-lestimation-initiale/>
- [3] Gabon Media Time, « La dette publique officiellement arrêtée », 2026-09-15. <https://gabonmediatime.com/gabon-la-dette-publique-officiellement-arretee-a-9-524-milliards-de-fcfa/>
- [4] Le360 Afrique (MAP), « Gabon : la dette publique s'établit à environ 14,5 milliards d'euros à fin 2025 », 2026-09-19. https://afrique.le360.ma/economie/gabon-la-dette-publique-setablit-a-environ-145-milliards-deuros-a-fin-2025_W6N0JFTEM5GZNH2QNEJ5S57TXM/
- [5] Ecomatin, « Les divergences sur les chiffres de la dette inquiètent les investisseurs », 2026-10-06. <https://ecomatin.net/gabon-les-divergences-sur-les-chiffres-de-la-dette-inquietent-les-investisseurs>
- [6] Gabonreview, « Dette publique : le Gabon doit 8 780 milliards de FCFA à fin décembre 2025 », 2026-07-17. <https://www.gabonreview.com/dette-publique-le-gabon-doit-8-780-milliards-de-fcfa-a-fin-decembre-2025/>
- [7] Daba Finance, « Gabon public debt, regional borrowing », 2026. <https://dabafinance.com/en/news/gabon-public-debt-regional-borrowing>
- [8] Gabon Media Time, encours de la dette à fin novembre 2025, 2026. <https://gabonmediatime.com/gabon-lencours-de-la-dette-publique-estime-a-8-547-milliards-de-fcfa-a-fin-novembre-2025/>
- [9] Banque mondiale, *Revue des finances publiques du Gabon 2026*, 2026-09. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099091526150514331/pdf/P507530-f4e9baf5-b868-4f0d-b4d9-8b4ed28ddfdf.pdf>
- [10] FMI, *Gabon : consultation au titre de l'article IV 2024*, rapport n° 24/144, 2024-05. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2024/English/1GABEA2024001.ashx>
- [11] FMI, *Gabon : troisième revue de l'accord élargi*, rapport n° 19/17, 2019-01. <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2019/cr1917-gabon.ashx>
- [12] Daba Finance, « Gabon debt set to reach 94.3% of GDP » (données du FMI d'avril 2026), 2026-08-04. <https://dabafinance.com/en/news/gabon-debt-set-to-reach-94-3-of-gdp>
- [13] Gabonreview, Fitch maintient la note du Gabon, 2026-05. <https://www.gabonreview.com/gabon-fitch-ratings-maintient-le-pays-en-zone-rouge-la-menace-dun-defaut-de-paiement-se-precise/>
- [14] Agence Ecofin, prévisions de la Banque mondiale de septembre 2025, 2025-09-23. <https://www.ecofinagency.com/news-finances/2309-48922-gabon-s-public-debt-seen-topping-86-of-gdp-by-2027-world-bank-warns>
- [15] Ecomatin, « Malgré l'audit, la Banque mondiale prévoit une dette à 80% du PIB à fin 2026 », 2026-10-07. <https://ecomatin.net/gabon-malgre-laudit-du-gouvernement-la-banque-mondiale-prevoit-une-dette-a-80-du-pib-a-fin-2026>
- [16] Gabon Media Time, PLFR 2026, 2026-06-02. <https://gabonmediatime.com/plfr-2026-le-gabon-finance-son-equilibre-budgetaire-par-un-recours-accru-a-la-dette/>
- [17] Gabon Media Time, financement du PLF 2027, 2026-09-22. <https://gabonmediatime.com/gabon-1-744-1-milliards-de-fcfa-a-lever-sur-les-marches-financiers-en-2027/>
- [18] Gabon Media Time, intérêts de la dette dans le PLF 2027, 2026-09-24. <https://gabonmediatime.com/gabon-la-facture-des-interets-de-la-dette-bondirait-de-1797-milliards-de-fcfa-en-2027/>

- [19] Ecomatin, appuis budgétaires visés en 2027, 2026-09-22. <https://ecomatin.net/en-pleine-negotiation-avec-le-fmi-le-gabon-vise-600-milliards-fcfa-dappuis-budgetaires-en-2027>
- [20] République gabonaise, projet de loi de finances pour 2027, texte du 26 septembre 2026, 2026-09-26. document transmis à l'auteur, non publié en ligne.
- [21] Sika Finance, « Les arriérés de dette atteignent 1198,8 milliards FCFA à fin juin 2026 », 2026-10-20. https://www.sikafinance.com/marches/gabon-les-arrieres-de-dette-atteignent-1-198-8-milliards-fcfa-a-fin-juin-2026-en-hausse-de-pres-de-10-en-six-mois_65080
- [22] Sika Finance, « Les conclusions de l'audit de la dette remises à l'examen du FMI », 2026-10-19. https://www.sikafinance.com/marches/gabon-les-conclusions-de-l-audit-de-la-dette-remises-a-l-examen-du-fmi-une-revision-des-chiffres-envisagee_65053
- [23] Sika Finance, « 1,5 milliard USD levés mais des investisseurs qui exigent toujours près de 12% de rendement », 2026-10-19. https://www.sikafinance.com/marches/gabon-1-5-milliard-usd-leves-mais-des-investisseurs-qui-exigent-toujours-pres-de-12-de-rendement-sur-la-dette_65036